

LE 27 NOVEMBRE AU SEVENLINE APARTHOTEL WORK & SPA À TOULOUSE

Sobriété, hybridation des énergies... Comment décarboner sans se ruiner

À l’occasion du Petit Déj’ « Décarboner sans se ruiner » organisé par La Lettre M le 27 novembre au Sevenline Aparthotel Work & Spa à Toulouse et en partenariat avec GRDF, quatre experts échangent sur les solutions concrètes, leurs retours d’expérience et les limites d’un modèle où la sobriété s’impose dans un contexte de forte tension économique. Morceaux choisis. **PAR LAURIE CORREIA - PHOTOS : HÉLÈNE RESSAYRES**



Une salle captivée par les éclairages des différents intervenants.

Décarboner en réduisant sa facture énergétique. C’est l’enjeu du débat organisé par La Lettre M – en partenariat avec GRDF – le 27 novembre au Sevenline Aparthotel Work & Spa, à Toulouse. Pour Yann Cluzeau, président du bureau d’études Athemis Énergie, basé à Castres (81), toute démarche de décarbonation doit commencer par un état des lieux solide. « Pour définir une trajectoire, il faut d’abord comprendre où se situent les flux de carbone dans les structures, détaille-t-il. Les audits ou diagnostics permettent de cartographier les besoins et d’orienter vers la bonne énergie au bon endroit. » Selon lui, ces bilans peuvent être réalisés en interne si les ressources le permettent : « Les outils existent, les formations aussi, et des aides sont mobilisables. Ensuite, on identifie des actions d’amélioration : il y a souvent 5 à 15 % d’économies faciles à aller chercher avant tout investissement. » De son côté, Toulouse Métropole Habitat (TMH) – l’office public de l’habitat de la métropole toulousaine, qui gère un parc social de 19 200 logements, dont 95 % situés dans la Ville rose – doit concilier

performance énergétique et contraintes sociales. « Notre parc est plutôt ancien car nos logements ont en moyenne 38 ans, explique Nicolas Vigier, directeur du patrimoine. Malgré quelques disparités, nos logements sont globalement en étiquette C en ce qui concerne le DPE (Diagnostic de performance énergétique, NDLR). » La sobriété passe donc par la simplicité : sensibilisation des locataires via des actions de communication, équipements peu coûteux et qui nécessitent peu d’intervention technique. « Dès que nous le pouvons, nous privilégions le réseau de chaleur : c’est stable et maîtrisé. »

Un cadre réglementaire strict

Pour Thomas Fantini, président du groupe toulousain de restauration Maison Pergo et vice-président du Medef 31, la transition s’est construite progressivement, dans une démarche avant tout citoyenne. « Depuis 2010, nous travaillons la proximité, les produits locaux, l’insertion, puis la méthanisation de nos déchets par l’entre-

prise toulousaine Hector le Collector », détaille-t-il. En 2020, la crise du Covid entraîne une hausse des coûts et la nécessité de revoir les pratiques. « Le secteur a réagi parce qu’il a subi », reconnaît Thomas Fantini. Le dirigeant, déjà sensibilisé, va donc plus loin dans ses démarches et déploie des actions concrètes en adoptant une vision globalisée : mise en place de détecteurs de présence dans les locaux, limitation des livraisons à une fois par semaine, véhicules électriques pour les traiteurs, réduction des jours d’ouverture. Mais ces initiatives s’inscrivent dans un cadre réglementaire strict. Le décret tertiaire impose en effet aux bâtiments de plus de 1 000 m² une réduction de consommation d’énergie finale de 40 % à horizon 2030, de 50 % à horizon 2040 et de 60 % à horizon 2050. « Beaucoup de clients ont réagi dans l’urgence, parfois en installant du photovoltaïque sans avoir une vision globale. Or il faut impérativement mettre en place une stratégie », rappelle Yann Cluzeau. Le spécialiste souligne que les actions les plus rentables restent souvent les plus simples : réglages internes, régulateur de chauffage, capteurs de présence, entretien rigoureux. « L’isolation reste l’action la plus efficace mais elle coûte très cher malgré les aides. La sobriété, elle, ne coûte presque rien. »

« Il faut que la décarbonation soit accessible »

Toulouse Métropole Habitat doit aussi composer avec l’évolution des besoins et les enjeux climatiques. « Le confort d’été prend une place qu’il n’avait pas il y a quelques années. Nous systématisons désormais les brasseurs d’air, améliorons la ventilation et développons l’autoproduction photovoltaïque », énumère Nicolas Vigier. Au-delà de la nécessité de miser sur un mix énergétique, les experts convergent sur un point : sans maîtrise des coûts, la transition restera limitée. « Il faut que la décarbonation soit accessible, surtout dans des professions en tension », insiste Thomas Fantini qui, outre le gaz naturel et l’électricité, mise désormais sur le gaz vert avec le soutien de GRDF (lire en encadré). Et de rappeler que les gains existent : « Avec de petits investissements, nous avons obtenu une meilleure sensibilisation et gagné des appels d’offres grâce à la crédibilité de notre démarche. » Un engagement que le restaurateur souhaite désormais diffuser plus largement dans la profession.



Avant les débats, Alexandre Léoty, rédacteur en chef de La Lettre M, en grande conversation avec Fanny Flamant, déléguée Communication GRDF Sud-Ouest, Romain Escande, chef d’agence GRDF Marché d’Affaires Occitanie-Pyrénées, et Charles Gouy, chargé de communication GRDF Sud-Ouest.

En partenariat avec



Dans le public, Pierrick Bardey, directeur du développement des Halles de la Cartoucherie, prend la parole.



Stéphane Aventurier, directeur de La Lettre M, avec Pierre-Édouard Heilbronner, président de Onzedixièmes.

GAZ VERT : UN LEVIER MAJEUR POUR GRDF

« Chez GRDF, notre mission est d’acheminer le gaz tout en répondant à trois enjeux majeurs : aider nos clients à consommer moins, mieux et vert », explique Romain Escande, chef d’agence marchés d’affaires Occitanie-Pyrénées chez GRDF. Dans un contexte énergétique en pleine mutation, l’opérateur prône la mixité, insistant sur le caractère complémentaire des énergies. Et d’évoquer le projet d’entreprise « Mission décarbonation » porté par l’entreprise : « Nous sommes volontaristes pour réduire les consommations, développer le gaz vert et accompagner les clients qui surconsommant via des audits et des actions correctrices. » Selon Romain Escande, le gaz vert, énergie renouvelable issue de la méthanisation, affiche un bilan carbone très inférieur au gaz naturel – 40 g de CO₂/kWh contre 240 – et génère des externalités positives grâce au digestat. « La filière n’a que dix ans mais elle représente déjà 6 % de la consommation de gaz en France, l’équivalent de deux réacteurs nucléaires, poursuit-il. Nous visons 20 % en 2030 et 100 % en 2050. » Un développement créateur d’emplois locaux et de revenus pour les agriculteurs, sécurisé par un cadre réglementaire strict. Quid du prix ? « Le gaz vert n’est pas forcément plus cher, assure le spécialiste. Les particuliers peuvent d’ailleurs comparer les offres sur le site du Gouvernement. »